
AVIS DE RECRUTEMENT

UN CHARGE D'ETUDES JURISTE FISCALISTE (H/F)

Le Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire (CEPICI) est un Etablissement public à caractère administratif placé sous la tutelle de la Primature. Le CEPICI est le Guichet Unique de l'investissement direct en Côte d'Ivoire, et à cet effet, il fédère, coordonne et rationalise l'ensemble des initiatives et actions gouvernementales en matière de promotion des investissements et de développement du secteur privé.

A cet effet, le CEPICI pilote le programme national d'amélioration du climat des affaires en collaboration avec les parties prenantes de l'Administration publique et du Secteur Privé à travers le Programme des réformes.

Le programme des réformes vise à faire de la Côte d'Ivoire l'un des climats des affaires des plus compétitifs en Afrique et dans le monde et contribuer à l'accroissement de la compétitivité des entreprises.

La Direction de l'Environnement des Affaires (DEA) au sein du CEPICI, est le département à qui revient la charge de la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation du Programme des réformes. Pour ce faire, il est prévu le recrutement d'un Chargé d'études Juriste Fiscaliste dont les missions sont décrites dans le présent.

OBJECTIFS DU POSTE

Sous la responsabilité du Chef de Service Réglementation des Affaires, le Chargé d'études Juriste Fiscaliste a pour mission principale de procéder à une analyse diagnostique juridique et fiscale de l'état de la réglementation des affaires en Côte d'Ivoire, en vue d'identifier les forces, faiblesses, menaces et opportunités de réformes de l'environnement des affaires et formuler des recommandations.

RESPONSABILITES PRINCIPALES

Le Chargé d'études Juriste Fiscaliste sera chargé de :

- **Assurer une veille permanente de l'environnement juridique** afin de produire périodiquement une note de revue ou bulletin relatif à l'état de la réglementation de l'environnement des affaires l'attention des autorités ;
- **Procéder aux analyses juridiques et fiscales** des textes soumis pour avis par l'autorité ;
- **Assurer l'élaboration de contrats de prestataires / consultants** en lien avec le Conseil Juridique d'entreprise ;
- **Contribuer à la rédaction de textes juridiques** (cadre institutionnel du processus d'amélioration du climat des affaires, avant-projet de lois, ordonnances, décrets arrêtés et circulaires) ;
- **Contribuer à l'élaboration du plan stratégique** d'amélioration de l'environnement des affaires et de l'agenda triennal des réformes ;
- **Identifier les opportunités de réformes juridiques** pour l'amélioration de l'environnement des affaires à partir des études de benchmark et analyses comparatives des meilleures pratiques et formuler des recommandations ;
- **Organiser et participer aux séances de validation et d'écriture des textes** avec le Secrétariat Général du Gouvernement
- **Contribuer à la rédaction et publication du Rapport annuel** sur l'état de la réglementation de l'environnement des affaires en Côte d'Ivoire ;
- Accomplir toutes missions concourant à l'atteinte des objectifs fixés et toute autre tâche nécessaire au bon fonctionnement du Service / Direction.

PROFIL RECHERCHE

Le profil recherché pour ce poste est :

- **Formation/ Niveau d'Etudes et Expériences professionnelles**
 - Formation de niveau Bac + 4/5 en en droit des affaires et fiscalité, ou un domaine équivalent ;
 - Au moins cinq (5) ans d'expérience professionnelle dans un poste similaire ou en cabinet juridique et fiscal (spécialisation stratégie fiscale des entreprises, fiscalité internationale, droit des affaires international, master en droit comparé...) ;
 - Formation de base en légistique ;
 - Maîtrise des lois de finance et connaissance du code des impôts ivoirien ;
 - Maîtrise du Droit communautaire OHADA ;
 - Bonne expérience en matière d'analyse des textes juridiques et fiscaux et de rédaction de notes techniques et memoranda juridiques ;
 - Maîtrise de la méthodologie de recherche juridique individuelle et en équipe

- **Aptitudes personnelles et professionnelles requises**
 - Avoir une objectivité et capacité d'analyse et de synthèse afin d'interpréter la législation ;
 - Avoir une bonne capacité de rédaction et de communication ;
 - Maîtriser l'anglais juridique pour connaître les normes internationales et être apte à comparer les législations et les politiques fiscales à l'international ;
 - Maîtriser des outils informatiques et des bases de données juridiques ;
 - Être capable de travailler dans un environnement de travail axé sur la gestion de projet ;
 - Être capable de travailler sous pression dans un environnement dont la gestion est axée sur les résultats et le respect strict des délais ;
 - Être rigoureux, persuasif, communicatif et ouvert. ;

NATURE DU CONTRAT, DUREE ET LIEU

- **Nature et Durée du Contrat** : Un Contrat à Durée Indéterminée assorti d'une période d'essai.
- **Lieu** : Ville d'Abidjan. Toutefois, sont prévues des missions à l'intérieur du pays.

COMMENT POSTULER

- **Délai limite de soumission** : **Mardi 15 novembre 2022 à 17h00**
- **Comment Postuler** : Les candidats devront soumettre par **mail**, leur Curriculum Vitae et une Lettre de motivation avec Prétentions salariales à l'adresse suivante : recrutement@cepici.ci
 - ❖ **Bien préciser en Objet du mail, le titre du Poste**
 - ❖ **Seuls les candidats retenus seront contactés**
 - ❖ **Processus totalement gratuit**